

Rassembler la France

N°15 – septembre 2007

www.r-i-f.org

Directeur de publication : Jean-Paul BLED



EDITORIAL

LES VACANCES AMERICAINES

***PAR JEAN-PAUL BLED
PRESIDENT DU RIF***

Il y eut naguère les « vacances romaines » d'Audrey Hepburn. Il a aujourd'hui les vacances américaines de Nicolas Sarkozy. Il est bon que les Français soient nombreux à se rendre aux Etats-Unis, comme les touristes américains sont nombreux à visiter la France. Mais il s'agit ici du Président de la République qui, dès l'instant où il est entré en fonction, n'est plus un citoyen ordinaire.

Avant même son élection, les indices des inclinations américaines de Nicolas Sarkozy ne manquaient pas. Il y avait eu, à l'automne dernier, ce voyage à New York et Washington où il n'avait pas craint de dénoncer « l'arrogance » de la politique étrangère française, puis s'était fait photographier, hilare, en compagnie de G.W. Bush, ce qui lui avait valu d'être tancé par Pierre Messmer comme le « candidat américain ». Son choix de Bernard Kouchner à la tête du Quai d'Orsay était également lourd de sens. Il se portait sur un ancien champion de l'intervention américaine en Irak.

On ne nous fera pas croire que Nicolas Sarkozy ait ignoré que sa résidence de vacances n'était qu'à une heure de route de la propriété des Bush dans le Maine ; on ne nous fera pas croire que les deux compères n'ont devisé que de la qualité des hot-dogs ; on ne nous fera pas davantage croire que Nicolas Sarkozy n'a pas profité de ce pique-nique pour informer son hôte du prochain voyage de Bernard Kouchner à Bagdad.

Qu'on nous comprenne bien ! Le dialogue franco-américain est nécessaire. Il ne doit pas pour autant prendre la forme d'un parti pris de complaisance à l'égard d'une administration discréditée à l'intérieur comme à l'extérieur. Le voyage d'un ministre français à Bagdad n'a en soi rien de scandaleux, mais à la condition qu'il y aille pour faire entendre la voix de la France. Le scénario qui a précédé le déplacement lui a précisément donné un tour inquiétant. D'autant que le ministre ne s'est en aucune façon démarqué de la position américaine.

Tout se passe comme si les nouveaux maîtres du pouvoir voulaient faire accroire que l'opposition de la France à l'invasion de l'Irak fut une parenthèse par rapport à la normalité que serait la solidarité atlantique. Tout se passe comme si Nicolas Sarkozy voulait prendre auprès de G.W Bush la place laissée libre par Tony Blair.

VOIR PAGE 2 – ARTICLE DE PAUL-MARIE COUTEAUX

A PROPOS DE LA TURQUIE

Admirable M. Jouyet ! En annonçant, avec l'aval de l'Elysée, et conformément à ce qu'avait dit l'hiver dernier le candidat Sarkozy, que la réforme constitutionnelle pourrait supprimer l'article 88-5 faisant obligation au gouvernement français de soumettre à référendum toute adhésion future d'un nouveau membre, il prouve que les craintes des opposants à l'entrée de la Turquie étaient fondées. Précisant que l'initiative qu'avait prise Jacques Chirac voici deux ans d'inclure cette précaution était à ses yeux "ni faite, ni à faire", il donne à réfléchir aux têtes légères qui, bien qu'hostiles à l'adhésion de la Turquie, ont appelé à voter pour lui. La manoeuvre destinée à calmer les oppositions populaires manifestées lors de l'ouverture des négociations le 3 octobre 2005 a réussi. On annonce qu'un référendum serait organisé le moment venu, on modifie la Constitution, puis, une fois les esprits apaisés et les négociations lancées, on supprime la précaution constitutionnelle et le tour est joué.

Le plaidoyer de M. Jouyet pour la voie parlementaire est significatif de la façon dont la France est désormais gouvernée : dire que la voie parlementaire fera aussi bien l'affaire, c'est admettre comme allant de soi que le Parlement peut parfaitement dire *Oui* là où le peuple aurait parfaitement dit *Non*.

Cette affaire montre une fois de plus que la France, dont on a attendu que s'achève en juin le cycle électoral, est prise dans l'engrenage sans que son peuple ne puisse plus rien dire. Elle prouve qu'il est décidément essentiel d'imposer à M. Sarkozy un référendum avant toute ratification de la *Constitution européenne*. J'appelle tous les patriotes de droite comme de gauche et tous ceux qui ne sont ni de droite ni de gauche à se réunir au sein du Rassemblement pour l'Indépendance et la Souveraineté de la France (RIF) dont Jean-Paul Bled et Alain Bournazel assurent la direction et dont l'action d'avère de mois en mois plus nécessaire et à manifester le 19 octobre lors du sommet européen de Lisbonne.

Le masque du patriote que s'était donné Nicolas Sarkozy est désormais tombé, en tous sujets, et notamment sur le point cardinal de la *Constitution européenne* et de l'adhésion de la Turquie. J'appelle les dirigeants et les militants souverainistes à ouvrir les yeux sur ce fait, aussi effrayant soit-il, et à reprendre le combat pour la défense de la souveraineté nationale et populaire et celle de la civilisation française.

Paul-Marie COÛTEAUX
Député français au Parlement européen,
Directeur de L'Indépendance

LE LANCINANT PROBLEME DE L'EURO

Alain Bournazel - Secrétaire général du RIF

Avec la rentrée politique, les questions européennes font un retour en force. Ressurgissent les lancinants problèmes qui empestent la vie des citoyens tout simplement parce que la classe politique n'a pas le courage de leur apporter de vraies solutions.

Le Président de la République vient d'émettre de nouvelles critiques sur le fonctionnement de la Banque Centrale Européenne (BCE) ; ce qui provoque des réactions du président de la BCE, du président de l'eurogroupe et de nos partenaires allemands. Et on en reste là. Il est évident que ces petits échanges, produits de réactions plus ou moins épidermiques ne débouchent sur rien. Pourtant une réalité simple s'impose : l'économie française est asphyxiée par la politique des hauts taux d'intérêt de la BCE, qui démolit notre industrie (Airbus en est un bel exemple), freine l'investissement et entraîne l'érosion du pouvoir d'achat des Français. Les perspectives sont inquiétantes. Selon l'OCDE, la croissance de l'économie française serait inférieure à 2 % en 2007.

Nous l'avons dit à maintes reprises mais nous le répétons. L'euro est une formule complètement inadaptée aux économies européennes. Ou plutôt l'euro n'est adaptée qu'à un seul type d'économie, l'économie allemande et celle des satellites de l'Allemagne sur le plan économique, notre puissant voisin ayant réussi à imposer un euro qui soit tout à fait semblable au mark (l'euromark). Les divergences actuelles sur le pilotage de l'euro montrent également à quel point il est illusoire d'espérer une amélioration de la « gouvernance de l'euro » comme certains souverainistes eux-mêmes ont pu, à une certaine époque, le croire de bonne foi. Il ne peut pas y avoir de bonne gouvernance quand les différents partenaires ne poursuivent pas des objectifs identiques. Il est temps de mettre fin à la dictature de l'euro.

Les souverainistes doivent maintenant cesser de se lamenter sur les infortunes passées ou sur le malheur des temps. Ils doivent poser les vrais problèmes et apporter les vraies solutions. Les yeux se désilent, les masques tombent. Il faut avoir confiance en la France.

DEFENSE DE LA LANGUE FRANÇAISE

M. ALBERT SALON, ANCIEN AMBASSADEUR, PRESIDENT DE LA SECTION FRANÇAISE DU FORUM FRANCOPHONE INTERNATIONAL (FFI-FRANCE) S'INQUIETE DES LOURDES MENACES SUR LA LANGUE FRANÇAISE :

- Les déclarations du Ministre Xavier Darcos sur la nécessité de rendre la France bilingue ce qui est un moyen d'aller vers le tout anglais.
- La volonté du gouvernement de ratifier le Protocole de Londres sur les brevets européens, funeste pour notre langue et sans intérêt pour la compétitivité de notre recherche et de nos entreprises.
- Le retard apporté aux démarches urgentes auprès du Comité International Olympique afin d'affirmer la place du français langue de l'olympisme lors des Jeux de 2008 à Pékin.
- L'insuffisante prise en considération du caractère international, multilatéral francophone, de la chaîne de télévision TV5.
- Le silence de l'administration sur l'affaire des irradiés d'Epinal et d'autres hôpitaux du pays : le fait que la « mauvaise maîtrise des appareils par le personnel » ait été due au moins pour partie au refus de traduire les logiciels et notices d'utilisation qui étaient uniquement en anglais ; la presse allemande, elle, s'est montrée moins discrète sur les faits analogues qui se sont produits récemment dans des hôpitaux allemands, et a souligné que l'unilinguisme, en l'occurrence le « tout-anglais » tue.

L'Agenda du

DATE	LIEU	EVENEMENT
MERCREDI 19 SEPTEMBRE	PARIS	COMMISSION DES STATUTS
MERCREDI 19 SEPTEMBRE	PARIS	Réunion du Collectif National Pour un référendum (CNR)
JEUDI 27 SEPTEMBRE	PARIS	Réunion CAFE SOUVERAINISTE LE FRANÇOIS COPPEE 1 boulevard du Montparnasse <i>A 19 HEURES</i>
LUNDI 15 OCTOBRE		Radio Courtoisie Libre Journal de Jean-Paul BLED De 12 h à 13 h 30 *
VENDREDI 19 OCTOBRE	PARIS	MANIFESTATION NATIONALE POUR UN REFERENDUM SUR LA « CONSTITUTION EUROPEENNE » ORGANISEE PAR CNR (COLLECTIF NATIONAL POUR UN REFERENDUM)
JEUDI 25 OCTOBRE	PARIS	Réunion CAFE SOUVERAINISTE LE FRANÇOIS COPPE 1 boulevard du Montparnasse <i>A 19 HEURES</i>
LUNDI 12 NOVEMBRE		Radio Courtoisie Libre Journal de Jean-Paul BLED De 12 h à 13 h 30 *
SAMEDI 17 NOVEMBRE	Salle Montgolfier Hôtel de ville Avenue de paris 78000 VERSAILLES	CONVENTION NATIONALE DU RIF « REFORME DES STATUTS »

LIBRE JOURNAL de Paul-Marie Coûteaux
Sur Radio Courtoisie (95,6 Mhz)

- Chaque mercredi de 21 h 30 à 23 h 00
- Rediffusion chaque vendredi de 21 h 30 à 23 h 00